

L'habitation—Loi

● (1720)

Pour être juste envers le ministre, il a été accordé trop de crédit politique au gouvernement. Celui-ci s'attribuait tout le mérite de ce programme d'habitation et, pourtant, il n'a pas jugé bon, du moins dans ma province, pas plus que dans d'autres, de mettre ces programmes en œuvre. Comme je le disais au début, je félicite le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour réaliser ces programmes directement, mais cela ne le dégage pas de toute obligation. Le projet de loi ne va pas à la racine du mal. Le marché de l'habitation suit les mouvements cycliques de l'ensemble de l'économie. Si le gouvernement n'a pas le courage de remédier à cette situation, les graves problèmes dans ce domaine vont se perpétuer.

M. McKenzie: Monsieur le Président, j'ai une question à poser au député de Prince George-Peace River (M. Oberle). Il se souvient sûrement des annonces que les libéraux ont fait paraître tous les soirs aux heures de grande écoute, au réseau national de télévision, pendant la dernière campagne électorale. Nous avons entendu le ministre des Transports (M. Axworthy) répéter à quel point la hausse des taux d'intérêt était affreuse. Tous les soirs, au réseau national de télévision, il a débité au nom du parti libéral les mensonges dont ce parti a l'habitude en disant que les libéraux abaisseraient les taux d'intérêt.

Il y a plus de quatre ans de cela. Le député de Prince George-Peace River est-il d'avis que le gouvernement libéral devrait expliquer à quelle politique et à quel programme il va recourir pour abaisser les taux d'intérêt comme les libéraux en ont fait la promesse tous les soirs, au réseau national de télévision pendant la campagne électorale de 1980? Ne croit-il pas que le délai de quatre ans à quatre ans et demi que les libéraux se sont donné pour présenter cette politique de réduction des taux d'intérêt est un peu trop long? Ne pense-t-il pas que les libéraux devraient expliquer pourquoi ils ont laissé les taux grimper jusqu'à 21 p. 100? Les taux recommencent à monter et les libéraux n'ont toujours pas proposé de politique pour les réduire.

Des voix: Bravo!

M. McKenzie: Les libéraux vont encore une fois tromper les Canadiens lors des prochaines élections.

Le président suppléant (M. Guilbault): Le président entretient des doutes sur la recevabilité de certaines questions qui doivent avoir un rapport avec les propos de l'orateur précédent. Le député de Winnipeg-Assiniboine parle d'événements qui se sont produits il y a quatre ans. La présidence reconnaît qu'il est question de taux d'intérêt dans le projet de loi. Elle va permettre au député de répondre. La question se situe aux limites du sujet dont nous discutons.

M. Oberle: Monsieur le Président, la déclaration du député de Winnipeg-Assiniboine (M. McKenzie) montre bien à quel point j'hésiterais à présenter aux libéraux notre programme en détail, car ils ne sauraient qu'en faire. Ils laissent grimper, les taux d'intérêt, même s'ils ont nettement promis qu'ils devaient baisser. Je me souviens d'avoir vu l'actuel président du Conseil du Trésor (M. Gray) se lever chaque jour au cours de la période des questions pour réclamer la baisse des taux d'intérêt. Il le faisait avec tant d'agressivité qu'il en tombait presque dans l'allée.

M. McKenzie: Il a même dit qu'il démissionnerait.

M. Oberle: Or, les taux d'intérêt ont augmenté. Comme mon honorable collègue vient de le signaler, le président du Conseil du Trésor a dit qu'il démissionnerait si les taux d'intérêt ne fléchissaient pas. Il est toujours parmi nous, monsieur le Président, et il ne nous a présenté aucune idée novatrice. La même chose vaut pour les taxes sur l'essence. Les libéraux ont brandi la menace à l'époque que le prix de l'essence augmenterait de 18c. si ces méchants conservateurs restaient au pouvoir. Voyez ce qui s'est passé, monsieur le Président.

Le président suppléant (M. Guilbault): La période réservée aux questions est maintenant terminée. Le débat. Le député de Timiskaming (M. MacDougall) a la parole.

M. John A. MacDougall (Timiskaming): Monsieur le Président, d'un côté je suis très heureux de pouvoir participer au débat mais de l'autre, très inquiet. L'actuel gouvernement est au pouvoir depuis maintenant quatre ans et voilà que les libéraux modifient non seulement la loi sur l'intérêt, par l'entremise du projet de loi C-36, mais également la loi nationale sur l'habitation, par l'entremise du projet de loi C-37.

Cet après-midi, au cours de la période des questions, on nous a dit que nous devons tous, à savoir les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux, collaborer. Cependant, qu'en est-il dans le cas du projet de loi C-37? On ne peut, certes, pas parler de collaboration entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux. Le gouvernement fédéral agit seul. Il est vraiment regrettable qu'il ne puisse collaborer avec les provinces.

A l'instar des députés de ce côté-ci de la Chambre, j'attache beaucoup d'importance au logement. Tous les Canadiens devraient pouvoir se loger à un prix abordable. Tous ont le droit d'être propriétaires. Permettez-moi de parler du logement chez les autochtones et dans les zones rurales. Il se trouve un certain nombre de réserves dans ma circonscription de Timiskaming. Permettez-moi de vous parler plus précisément, monsieur le Président, de la région de Moosonee-Moose Factory qui est située dans le nord de la Baie James et qui fait partie de ma circonscription. Il s'y trouve une réserve. Je m'y suis rendu la semaine dernière et on procédait alors à une enquête sur le logement. Les résultats étaient révoltants pour ne pas dire plus. En effet en 1984, certaines personnes vivent encore sous la tente. Je sais que c'est difficile à croire, mais c'est vrai. En outre, deux, trois et parfois quatre familles vivent sous le même toit, et 12, 14 ou 16 personnes logent dans deux ou trois pièces. J'ai appris que durant les mois d'hiver les gens dormaient dans le grenier, car c'est le seul endroit chaud de la maison. Or, voilà que cette question aujourd'hui, quatre ans après l'arrivée des libéraux au pouvoir vient sur le tapis. J'ai le regret de le dire, monsieur le Président, mais je me demande si la possibilité qu'il y ait des élections cette année n'a pas quelque chose à y voir; j'espère que non.

Cette année, la circonscription de Timiskaming a droit à 30 maisons en vertu du Programme de logement pour les ruraux et les autochtones. On est bien loin de nos besoins réels. Ces trente logements suffiraient à peine à la région de Moosonee-Moose Factory dans ma circonscription. Mais il y a d'autres régions dans ma circonscription qui est un très vaste comté rural. Ce programme renferme d'excellentes mesures. Ce n'est pas seulement dans le nord de l'Ontario que se trouvent des